

Blocage des crédits d'équipement dans l'attente du vote de la réforme de l'enseignement, importance des reports de crédits de paiement; création d'une direction de l'équipement scolaire et universitaire [3 décembre 1956] (p. 5457). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour lutter contre l'épidémie de fièvre aphteuse [15 janvier 1957] (p. 2); la développe : *Ses observations sur l'épidémie de fièvre aphteuse, les résultats de l'abatage pratiqué dans le Finistère, le développement nécessaire de la production de la viande, le blocage des crédits d'équipement provenant des caisses d'épargne* [26 février 1957] (p. 1119 à 1122). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant revalorisation des retraites minières; Art. 6 : *Son amendement tendant à exempter les ardoisières de tout versement supplémentaire* [19 février 1957] (p. 959); le retire (p. 961); — du projet de loi instituant un régime particulier de retraites en faveur des personnels actifs de la police, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 février 1957] (p. 1114); Art. 6 : *Amendement de M. Quinson tendant à réduire aux deux tiers de celle prévue à l'article premier la bonification accordée aux agents de la sûreté nationale atteints par la limite d'âge entre le 1^{er} janvier 1957 et le 1^{er} juillet 1959* (p. 1117); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, Crédits d'investissements, AGRICULTURE : *Electrification rurale, cas des départements bretons* [7 mars 1958] (p. 1322, 1323); EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, en qualité de *Rapporteur spécial* : *Augmentation appréciable des crédits, surtout pour l'enseignement du second degré et l'enseignement supérieur; intérêt de la création des collèges scientifiques; augmentation des crédits de paiement et diminution des reports de crédits; nécessité d'un programme d'équipement scolaire et universitaire à long terme* [8 mars 1958] (p. 1347, 1348); *Création du musée des arts et traditions populaires; conservation de nos monuments historiques* (p. 1368, 1369). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Pierre Pflimlin) [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'un projet de loi adopté par le Conseil de la République relatif au mode d'élection des Conseillers de la République des T. O. M., du Togo et du Cameroun;

Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Malbrant tendant à proroger pour six mois les mandats des sénateurs des T. O. M. et des territoires sous tutelle appartenant à la série B* [21 mai 1958] (p. 2425); *Amendement de M. Coquel tendant à supprimer l'alinéa relatif à la représentation du Togo et du Cameroun; non-abrogation des textes prévoyant la représentation de ces territoires* (p. 2426, 2427); Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à instituer le scrutin proportionnel lorsque deux sièges sont à pourvoir; nécessité d'un vote rapide* (p. 2428). — Présente sa démission de *Ministre de la France d'outre-mer* le 28 mai 1958. Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (Séance du 1^{er} juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279). = S'excuse de son absence [22 mars 1956] (p. 1188), [29 mai 1956] (p. 2065), [12 mars 1957] (p. 1435), [12 juin 1957] (p. 2682). = Obtient des congés [22 mars 1956] (p. 1188), [29 mai 1956] (p. 2065), [12 mars 1957] (p. 1434), [12 juin 1957] (p. 2682).

CONDAT (M. Mahaman), *Député du territoire du Niger (Collège unique) (U. D. S. R. puis P. R. A.)*.

Son élection est validée [6 mars 1956] (p. 667). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle et de l'énergie [31 janvier 1956] (p. 161); de la Commission des territoires d'outre-mer [7 février 1956] (p. 214), [4 octobre 1957] (p. 4503). = S'excuse de son absence [12 novembre 1957] (p. 4709). = Obtient un congé [12 novembre 1957] (p. 4709).

CONOMBO (M. Joseph), *Député de la Haute-Volta (App. M. R. P. puis P. R. A.)*.

Son élection est validée [10 février 1956] (p. 235). = Est nommé membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [19 novembre 1956] (p. 4806) (2). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [19 novembre 1956] (p. 4806); de la Commis-

(1) Démissionnaire [23 octobre 1956] (p. 4320).

(2) Démissionnaire [24 juin 1957] (p. 2920).

sion de la famille, de la population et de la santé publique [19 juillet 1957] (p. 3770), [4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 15 juin 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux villes de Koudougou et Pama, éprouvées par un récent cyclône. n° 2202. — Le 13 janvier 1958, une proposition de loi portant augmentation du nombre des députés représentant les territoires d'outre-mer de l'Union française, n° 6600.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, FRANCE D'OUTRE-MER, Etat A, Chap. 41-91 : *Modalités d'attribution des allocations familiales dans les territoires d'outre-mer* [6 juin 1956] (p. 2363) : Chap. 68-90 : *Répartition des investissements entre la côte et la brousse ; investissements destinés à l'habitat ; logement des techniciens ; développement de la production agricole* (p. 2366) : EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap 31-01 : *Revendications du personnel enseignant des territoires d'outre-mer* [14 juin 1956] (p. 2628, 2629) : — de la proposition de loi relative à la formation et la composition des assemblées dans les territoires d'outre-mer : *Ses observations sur le cas du Cameroun* [10 octobre 1956] (p. 4105) : — des propositions de décisions sur treize décrets soumis à l'examen du Parlement en application de l'article premier de la loi n° 56-619 du 23 juin 1956 : *Aménagements de la loi-cadre souhaités par les Africains* [29 janvier 1957] (p. 369) ; *Exemple de la Nigéria et de la Gold Coast ; possibilité de construire une communauté franco-africaine, volonté des élites africaines de n'accéder que progressivement à l'indépendance ; caractère modéré des propositions faites par la Commission* (p. 370) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 portant définition des services de l'Etat dans les T. O. M. et énumération des cadres de l'Etat : *Amendement de M. Juskievenski tendant à inclure le service des douanes dans la liste des services d'Etat*

[30 janvier 1957] (p. 418) ; *Amendement de M. Senghor tendant à laisser aux territoires la possibilité d'exploiter un émetteur de radio-diffusion* [31 janvier 1957] (p. 447) ; — de la proposition de décision sur le décret n° 56-1228 du 3 décembre 1956 relatif à l'organisation des services publics civils dans les territoires d'outre-mer : *Son amendement relatif aux cadres des contrôleurs du travail* [1^{er} février 1957] (p. 496) ; *le retire* (p. 497) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 portant réorganisation de l'A.O.F. et de l'A.E.F. : *Amendement de M. Coquel tendant à retirer au Haut-Commissaire le pouvoir de négocier des conventions intéressant le groupe de territoires ; Ses observations sur les relations économiques de la Haute-Volta et en Gold Coast* [1^{er} février 1957] (p. 511, 512) ; — de la proposition de décision sur le décret du 3 décembre 1956 fixant les conditions de formation et de fonctionnement des conseils de gouvernement en A. O. F. et en A. E. F. : *Ses explications de vote sur l'article 2 du décret* [2 février 1957] (p. 552) ; Seconde délibération : *Ses explications de vote* (p. 557). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents du 4 mai 1958 en pays lobi (Haute-Volta) [26 mai 1958] (p. 2476). = S'excuse de son absence [16 janvier 1958] (p. 57), [7 mars 1958] (p. 1302).

CONTE (M. Arthur), Député des Pyrénées-Orientales (S.).

*Secrétaire d'Etat à l'Industrie
et au Commerce*

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)

du 17 juin 1957 au 6 novembre 1957.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé : membre de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 160) (1), [3 décembre 1957] (p. 5113) ; membre de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [30 janvier 1958] (p. 408) ; membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162) (1). — Est élu représentant suppléant de la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [23 février 1956] (p. 458).

(1) Démissionnaire [18 juin 1957] (p. 2744).